



ROBERT VILLENA

Journaliste, président de la Commission Communication de la Cli

Vous avez été nommé à la Cli en tant que personne qualifiée dans le domaine de la communication. Qu'est-ce qui vous a conduit à accepter de participer à la Cli ?

Robert Villena : Une décision citoyenne et un défi. Aujourd'hui, la question de la transparence est devenue un débat politique. Or, la Commission locale d'information est justement issue de la loi « Transparence et sécurité nucléaire » de juin 2006. Une loi qui définit cette « transparence » comme « l'ensemble des dispositions prises pour garantir le droit du public à une information fiable et accessible en matière de sécurité nucléaire ».

L'intervention citoyenne – la Cli est composée d'élus et de bénévoles – est donc jugée comme une assurance dans le domaine du nucléaire. Pour mesurer cette avancée, il faut savoir que la France est le seul pays à s'être doté d'un tel organisme d'information et de concertation.

Participer à la Cli, c'est aussi un défi en matière d'information. Nous sommes confrontés à une activité qui s'est retranchée pendant longtemps derrière le rempart du secret défense, de la sécurité ou de sa haute technicité. Autour de nous, dans le public, on entend souvent « Je n'y comprends rien, c'est trop compliqué pour moi ». Nous devons intervenir sur un plan pédagogique pour que le citoyen se saisisse de ces questions essentielles qui le concernent, que soit brisé le mur du tiers exclu.

L'information du public est au cœur des missions de la Cli. Cette information vous paraît-elle actuellement satisfaisante ?

Robert Villena : L'État a eu la bonne idée de créer les CLI. Mais, comme souvent, il a « oublié » de donner à cette ambition les moyens de fonctionner correctement. Si la CLI de Cadarache est une des plus dynamiques de France, c'est aussi parce qu'elle est une des mieux dotées grâce à la contribution du Conseil général des Bouches-du-Rhône qui lui apporte 56 % de son budget.

Association jeune, la Cli est confrontée avec l'information sur le nucléaire à plusieurs niveaux de complication. Il faut réduire en termes simples et abordables des problèmes qui relèvent souvent d'une haute technicité, aborder des enjeux économiques et environnementaux qui dépassent de beaucoup la sphère locale, composer avec une inculture assez française de la prévention et du risque industriel. « On n'aime pas trop être dérangé dans notre quiétude et nos certitudes. »

Le nucléaire est un des sujets qui suscitent le plus de controverses et de contestation, notamment après Tchernobyl et Fukushima. Comment la Cli peut-elle, selon vous, exercer sa mission d'information dans un tel contexte ?

Robert Villena : Sur Cadarache, le CEA joue aujourd'hui le jeu. Il a fallu apprendre à se connaître, à pratiquer les échanges. Et quand il y a controverse, elle ne dépasse pas le cadre d'un débat bienséant. L'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) apporte un solide point d'appui pour nos réflexions. Les informations circulent et nos demandes sont globalement satisfaites. La transparence s'est-elle pour autant installée? On ne peut pas le dire. La matière nucléaire est d'abord très complexe. Et l'information ne vaut pas décision. Il y a encore beaucoup de communications qui servent d'écrans. Nous passons trop de temps à dissiper la fumée. La sécurité a un prix. Et l'industrie nucléaire est immergée dans un système où les notions de coût, de rentabilité et de profits irradient. À l'heure où l'enjeu énergétique est posé comme une urgence, le lobby du nucléaire se fait encore plus pressant.

Nous avons appris le désintéressement scientifique des Curie. Peut-on l'attendre de groupes cotés qui font régulièrement appel à la sous-traitance pourtant dénoncée comme un facteur de danger? Nous nous enorgueillissons de notre compétence nationale, mondialement reconnue, dans le nucléaire. L'avenir est-il si radieux quand on sait que la gestion des déchets risque de s'étaler sur des milliers d'années, que le coût du démantèlement des centrales est systématiquement sous-estimé par les exploitants. Faut-il dormir sur nos deux oreilles quand, enfin, l'infailibilité du nucléaire ne fait plus religion? Raison de plus pour la CLI de jouer avec d'autres associations son rôle de sentinelle citoyenne.